

## ***Le retour sur terre est toujours périlleux !***

Il y a semble-t-il entre notre situation nationale et l'expédition Apollo XIII quelques similitudes troublantes. Il reste juste à espérer que nous nous en sortions, un peu comme l'équipage de l'époque, avec beaucoup de frayeurs et sans trop de dommages. Rappelons les faits : après la mission historique qui permit à Neil Armstrong d'être le premier homme à marcher sur la lune le 21 juillet 1969, une seconde mission décolla de Cap Canaveral le 11 avril 1970 pour renouveler et confirmer l'exploit. Pour le grand public il s'agissait d'une mission de routine : Apollo XIII était de loin le meilleur vaisseau et bénéficiait du meilleur équipage jamais réuni pour ce type de défi. L'enjeu était immense, nous étions en pleine conquête spatiale et l'Amérique n'avait de cesse d'affirmer ainsi son avance et sa supériorité face aux russes. Tout était à priori sous contrôle, les ingénieurs et les experts de la NASA avaient tout vérifié dans le moindre détail. Pourtant il y eut une succession d'incidents aberrants (détection d'un risque de rougeole sur l'un des pilotes, moteur n°5 qui s'arrête....), jusqu'à l'accident majeur qui rendit impossible la mission d'alunissage et mit en danger la vie de l'équipage. Tout le monde se souvient de ce message du commandant du vaisseau spatial à la base de contrôle : « *Allo, Houston nous avons un problème !* ».

Il en est de même pour nous aujourd'hui : nous avons aussi un problème ! Pourtant tous les techniciens de Bercy, de Matignon, jusqu'aux grands commis de l'Élysée n'ont cessé d'arguer depuis 8 mois que tout était sous contrôle et qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter outre mesure. Rappelons-nous : les termes de « *faillite* » pour l'Etat et de « *rigueur* » pour son train de vie ont été proscrits du langage officiel. Pourquoi faudrait-il alors modifier le plan de vol puisque selon le credo officiel « *ce ne sont pas les économies qui feront les réformes, c'est la réforme qui permettra les économies* ». Tous ont affirmé que la croissance serait déjà au rendez-vous en 2007 avec du 2,5%, voire plus. Nous serons au mieux à 1,5%<sup>1</sup> ! Quant à 2008, les mêmes rejouent la carte de l'optimisme en matière de prévision, alors que la récession américaine risque de nous impacter beaucoup plus que nous ne le croyons. N'oublions pas que nos économies occidentales fonctionnent à 70% sur un PIB qui est assis essentiellement sur la consommation des ménages et qu'elles sont très sensibles au moindre défaut de croissance, surtout si la locomotive américaine s'arrête brutalement pour nettoyer ses actifs. C'est moins le

---

<sup>1</sup> Cf. Edito du mois de novembre 2007 « *pourquoi se préoccuper de l'avenir quand il suffit de jouir du présent* »

cas de l'Asie dont l'évolution du PIB est beaucoup plus assise sur une croissance industrielle engendrée par nos délocalisations et moins sur l'évolution de la demande intérieure qui paraît encore trop faible pour contrebalancer l'actuel trou d'air. Néanmoins nous devrions un peu plus surveiller les extravagances de la bourse de Shanghai. Avec du 0% de croissance aux USA ne nous imaginons pas sortis de cette crise, qui ne fait que commencer sur les rivages de l'Atlantique, en pensant que l'Asie avec ses 9 à 10% compensera et nous permettra ainsi de repousser les échéances. La Chine<sup>2</sup>, comme l'Inde, et les autres pays émergents travaillent d'abord pour eux. Ils n'ont pas l'intention de nous servir de variable d'ajustement pour assainir nos bulles spéculatives et conserver nos avantages acquis. Ils sont plutôt en logique de chasse pour ramasser nos actifs les plus intéressants, d'autant qu'ils ont la liquidité pour le faire, et que nous avons tout mis en œuvre pour qu'ils en aient les capacités!

Nos bureaucrates ont précisé aussi à maintes reprises que les subprimes ne pouvaient pas toucher notre pays, étant donné que nous ne pratiquions pas les crédits hypothécaires; comme si une crise systémique de cette ampleur pouvait ignorer notre sanctuaire... En réalité, nous sommes le pays qui est parmi les plus impactés en Europe. Deux des six banques européennes ayant passé le plus de dépréciations en 2007 sont françaises derrière les grands établissements suisses<sup>3</sup>. De même, sur un autre registre, celui des questions de sécurité intérieure : tout devait être réglé avec deux à trois lois adaptées sur la récidive. Nous avons toujours le chiffre de 40 000 voitures incendiées auquel il faut désormais ajouter celui de 60 professeurs agressés chaque jour<sup>4</sup>. Sur le front social tout devait être là aussi réglé rapidement. C'était sans compter sur l'implosion des partenaires sociaux avec des syndicats sans troupes (qui ne représentent qu'à peine 6% du monde privé...) et un patronat réduit à des

---

<sup>2</sup> Les dernières statistiques officielles chinoises font état d'un taux de croissance de 11,9% pour 2007. La Chine talonne désormais l'Allemagne pour la 3<sup>ème</sup> place au niveau de l'économie mondiale.

<sup>3</sup> Il s'agit du Crédit Agricole (3<sup>ème</sup> du palmarès européen) via sa banque de financement et d'investissement Calyon, qui a dû passer 4,1 milliards d'euros de dépréciations avant impôts, soit 2,7 milliards d'euros net et de la Société Générale (6<sup>ème</sup> rang) avec un impact de 2,5 milliards d'euros sur les comptes de 2007 (hors perte de trading de janvier). Natixis (10<sup>ème</sup> rang) est à 1,7 milliard, et BNP Paribas (11<sup>ème</sup> rang) à 1,3 milliard d'euros.

<sup>4</sup> CF l'étude de l'Observatoire national de la délinquance rendue publique par le Figaro du 27 février 2008 : « *les agressions physiques et verbales contre les professeurs ont augmenté de 30% depuis 2002. 24 239 faits ont été recensés entre septembre 2005 et juin 2006. A 2275 reprises soit plus de six fois par jour, il s'est agi de violences physiques sans armes. C'est-à-dire des gifles, coups de pieds et de poings. Dans le même temps près de 17 000 insultes ou « menaces graves » ont été relevées, représentant près de 7 actes de violence sur 10. Environ 230 violences physiques avec arme ....ont été signalées. Dans 93% des cas les agresseurs d'enseignants sont des élèves....* » selon l'article de Christophe Cornevin.

confrontations fratricides autour de caisses dites «noires ». Cette affaire de l'UIMM n'est en fait qu'un « secret de polichinelle », une de ces « affaires de famille » d'un autre temps dont le pouvoir politique à la recette. Tout ceci est bon pour les dîners en ville et satisfait la vindicte populaire. Cela évite que « l'opinion » et « les grands féodaux » ne se focalisent sur les vrais sujets. Le dérivatif du « bouc émissaire » a toujours permis de canaliser le mécontentement d'un peuple et de neutraliser les railleries des « grands ducs ». Tout le monde sait qu'il vaut mieux politiquement « amuser la galerie » avec de fausses urgences éminemment sympathiques et difficilement contestables (*les infirmières bulgares, l'arche de Zoé, Betancourt, le Tibet...*) plutôt que d'être impopulaire en s'attaquant aux vrais priorités du moment. Pour autant la réalité s'impose toujours à un moment ou un autre et il faudra bien sortir du cinéma permanent pour déclarer l'état réel du pays.

Il est évident que les parties sensibles du système connaissent dysfonctionnements sur dysfonctionnements et que l'ensemble de la machine commence à connaître des vibrations malsaines. Les mauvaises nouvelles ne cessent d'arriver depuis quelques jours : augmentation du déficit public de 2 à 2.7, nouveau dérapage de la dette de l'Etat avec 60 milliards d'euros supplémentaires, portant ainsi le solde officiel à 1 200 milliards d'euros<sup>5</sup> et son poids dans le PIB à plus de 64%. La promesse d'équilibrer les comptes publics avant 2012 a du plomb dans l'aile et nos partenaires européens ne se font plus d'illusion. Ils attendent que nous franchissions le seuil fatidique des 3%, ce qui sera le cas en 2008, vraisemblablement pendant la présidence française du conseil de l'Union Européenne. Ne nous faisons pas d'illusion sur leurs réactions. Tout ceci arrive au moment où nous nous installons dans une crise durable du système financier qui, d'une crise de liquidité, est en train de muter vers une crise de solvabilité. L'éventuelle, pour certains inévitable, fermeture du crédit bancaire à l'économie, devrait se traduire assez rapidement par une chute de l'immobilier, par des difficultés de fonctionnement pour les trésoreries des entreprises et par un regain pour l'épargne vers des valeurs refuges, comme l'or. Par ailleurs l'envol des prix des matières premières, dont ceux du pétrole et des céréales (blé et riz), n'est pas là pour arranger l'état de tension qui règne ici et là. Certes, dans nos pays

---

<sup>5</sup> En 2002 la dette était de 900 milliards, en 2007 elle atteint le niveau de 1200 milliards soit 300 milliards de plus en 5 ans ! Il ne s'agit que des dettes comptabilisées au sens de Maastricht. Les calculs n'incluent pas les dettes contractées par l'Etat sous la forme d'investissements en PPP (partenariats public privé) et celles qui sont déconsolidées (cf. les obligations relatives aux régimes spéciaux). La stratégie du « hors bilan » se trouve de plus aggravée par la croissance des dettes contractées par les villes, les départements et les régions (le cap des 200 milliards a été franchi en 2007) suite aux transferts de compétences de l'Etat vers les collectivités locales suite à la loi de décentralisation. L'enchevêtrement de ces modes de financement de l'investissement public (dont l'essentiel sert à financer des budgets de fonctionnement...) constitue une véritable bombe à retardement.

nous n'avons que des problèmes de gens biens portants soucieux de leur « malbouffe » ou de leur « mal-être », mais au sud ce sont des problèmes de survivance qui émergent avec une haine de plus en plus manifeste pour cet occident qui les empêche de « manger à leur faim ». Pour ceux qui en douteraient je leur suggère d'aller faire un tour en ce moment dans les quartiers populaires de Port au Prince ou ceux du Caire touchés par les émeutes du pain. Ceci ne devrait pas arranger le front des radicalisations identitaires, surtout du côté des islamistes dont les mots d'ordre mortifères se substituent de plus en plus aux idéologies de nos vieux ados de 68, que nos médias continuent pourtant d'encenser avec nostalgie.

Que de mauvais signes : une forte volatilité financière, des cours explosifs sur les produits stratégiques, trop de liquidités sur des marchés spéculatifs, aucune capacité de régulation et pas assez de capitaux propres sur fond de reprise d'inflation. De mauvaises langues disent que nous serions comme en 1908<sup>6</sup> ou en 1936<sup>7</sup> : mal partis et programmés pour la défaite ! Les bonnes langues disent que nous sommes dans un monde beaucoup mieux maîtrisé en termes de risques, ce qui quelque part est vraisemblable et vérifiable. Bien entendu rien n'est comparable, la France s'est entre temps considérablement enrichie, elle bénéficie de superbes infrastructures, s'enorgueillit du prestiges de grandes entreprises mondiales (qui sont contrôlées par des capitaux anglo-saxons), elle a aussi vieilli et beaucoup changé sur le plan identitaire.... etc. Cela ne peut être que différent. Certes, mais ce qui ne change pas c'est le mensonge politique et cette même propension des élites à subjuguier leurs semblables quand il faut faire preuve de lucidité et de courage aux moments cruciaux! Les historiens appellent cela « la trahison des clercs ». Malheureusement l'Histoire nous montre que ce sont toujours les peuples qui en font les frais. Cela commence toujours par la spoliation de leurs avoirs et biens, et se termine parfois par de la confrontation qu'elle soit civile ou guerrière! Quand les dirigeants n'ont aucune vision, perdent le sens du réel et ne savent pas redresser la trajectoire prise par les évènements, l'Histoire ne peut qu'être tragique.

La « rupture » tant attendue et espérée de la France, qui devait prendre la forme d'une allégorie flamboyante avec, comme pour Apollo XIII, la démonstration quasi hollywoodienne d'un succès évident, risque de se terminer désormais en fiasco. Certains très pessimistes

---

<sup>6</sup> En 1908 : L'Autriche contrôle la Bosnie Herzégovine ce qui constituera le prétexte de l'attentat de Sarajevo, acte déclencheur de la première guerre mondiale.

<sup>7</sup> En mars 1936, au moment où le front populaire prit le pouvoir en France, l'Allemagne procédait à la remilitarisation de la Rhénanie dans l'indifférence générale. Ce fut le premier acte qui précipita l'Europe dans la seconde guerre mondiale.

pronostiquent même une « explosion en vol » du processus actuellement engagé à tous les niveaux. Il est vrai que les équilibres paraissent pour le moins précaires et les marges de manœuvre du pouvoir sont de plus en plus étroites. Pour ne pas avoir su conserver la lucidité et le sang-froid indispensables lorsque l'on se lance dans un tel exercice en pleine « rupture » de tous les fondamentaux géostratégique, il faut en effet s'attendre à des catastrophes. Pour autant il n'est pas interdit de croire aux miracles. Il est évident que la machine ne peut plus désormais répondre au cahier des charges originel et nous attendons tous un appel de l'équipage. Qui de l'Élysée ou de Matignon osera annoncer désormais aux français et de façon explicite : « *nous avons un problème !* ». Parce que tel est le cas ! Pour le moment nous sommes toujours dans les effets d'annonce de circonstance et les 7 milliards d'économies à horizon 2011 de ces derniers jours ne sont qu'une pacotille face au tsunami financier mondial qui nous submerge. Sur ce point, en octobre les experts diagnostiquaient 200 milliards de pertes, en janvier ils étaient à 400 milliards et fin mars à 600 milliards. Actuellement le FMI annonce que la crise financière coûte en fait 1000 milliards. D'ores et déjà les experts ont comptabilisé près de 250 milliards en pertes et provisions exceptionnelles pour les plus grandes banques de la planète. Il serait même question que les banques aient à supporter en réalité des pertes de l'ordre de 440 à 510 milliards<sup>8</sup>, ce qui est considérable. Cela signifie que nous sommes face à une crise systémique beaucoup plus grave que la crise japonaise des années 1990 qui avait coûté de l'ordre de 800 milliards de \$ et dix ans de stagflation au pays du soleil levant. Nous devons faire face semble t'il à une hémorragie qui pourrait être de l'ordre de 2 à 3 milliards de \$ par jour (*pour rappel la guerre en Irak coûterait 400 millions de \$ par jour et celle d'Afghanistan, 100 millions de \$*<sup>9</sup>).

En fait personne ne sait exactement où nous en sommes réellement. Ce qui caractérise cette crise est son absence de traçabilité. Elle frappe comme une pandémie dont nous avons du mal à établir la cartographie et dont nous ne connaissons pas l'antidote. Nous savons seulement qu'elle génère une énorme crise de confiance. La menace de nouveaux chocs avec les défaillances de certains « hedge funds » mais surtout des crédits

---

<sup>8</sup> Source : Les Echos du 9 avril 2008, selon des chiffres du FMI croisés avec des estimations de Goldman Sachs et d'UBS.

<sup>9</sup> La guerre des chiffres ne facilite pas une vision claire du coût réel de l'engagement américain. Selon le Congrès la guerre aurait atteint de l'ordre de 440 milliards de \$ et seraient sur une projection de 1900 milliards de \$ en cas d'un maintien d'un contingent de 55 000 hommes pendant 10 ans. Pour le prix Nobel de la paix, et professeur de la Columbia University, Joseph Stiglitz le coût seraient déjà de l'ordre de 3000 milliards de \$. Cf. « *The three trillion war: the true cost of the Irak conflict* » 2DIT2 PAR Bilman, Norton Company.

revolving aux USA n'est pas là pour calmer les esprits. Aujourd'hui les fonds souverains se seraient portés à hauteur de 10% du coût global en recapitalisation des grandes signatures du monde bancaire (soit l'équivalent des 60 milliards d'euros que nous avons contracté en dette publique supplémentaire en 2007.....). Alors nos 7 milliards d'économies semblent bien dérisoires devant ces avalanches de chiffres. Que dire des 166 mesures pour une administration plus efficace, après les 316 mesures proposées par Jacques Attali, et tous ces grenelles, rapports et livres blancs qui nous expliquent ce que nous devons penser et faire à grands renforts de budgets de communication..... Tout ceci est « gentil » mais ne sommes nous pas en train de nous tromper une fois de plus dans les priorités<sup>10</sup>?

La réalité va se révéler très prochainement et je le crains très brutalement, un peu comme lorsque l'équipage d'Apollo XIII dut admettre, que sa mission initiale n'était plus d'actualité. Avec l'explosion il venait de perdre la lune, leur nouvelle mission était de revenir sur terre par tous les moyens avec un vaisseau inutilisable, autant dire une mission impossible. Nous nous rapprochons de ce moment crucial. Il arrivera au moment de la présidence française pour l'Union Européenne. Présidence dont tout le monde se moque, excepté que cette fois-ci elle servira de prétexte pour la plupart de nos voisins, exaspérés par nos errements et tribulations, pour remettre les « pendules à l'heure ». Ce sera le moment idéal, en particulier pour les allemands, pour neutraliser une fois pour tout le projet d'UMA qu'ils ont pris comme un affront et, pour les anglais, pour recadrer cette nouvelle « amitié formidable » dont ils ne veulent pas intrinsèquement. Les deux considèrent que notre République arrogante n'a toujours rien compris aux subtilités du « Gotha » européen<sup>11</sup>. Ils nous feront payer comme à chaque fois notre outrecuidance et notre légèreté. Ce sera aussi le prétexte pour nous signifier notre faillite économique. Il est vrai que la panne simultanée de croissance et de compétitivité n'a jamais été aussi forte et durable. Cela devrait leur permettre de nous signifier aussi notre incapacité stratégique en cherchant à minimiser nos initiatives en matière de défense européenne (*et ce malgré les initiatives audacieuses du président Sarkozy sur l'Europe et l'OTAN avec l'Eufor au Soudan, le renforcement de notre dispositif militaire en Afghanistan, notre réaligement au sein du commandement intégré et les grandes*

---

<sup>10</sup> Cf. Edito de juin 2008 : *« ne pas confondre urgence et priorité »*

<sup>11</sup> Ce que l'on dénomme usuellement le « Gotha » est le nom d'un almanach publié chaque année entre 1763 et 1944 et contenant le relevé des noms des membres de la haute noblesse et familles royales européennes. On dit de ces familles qu'elles font parti du Gotha

*compétences de nos forces armées, qui viennent encore d'en faire la démonstration au large de la Somalie).*

Certes nous pouvons faire comme l'équipage et accuser pendant cinq minutes les autres et les circonstances, mais cela ne vaudra que l'espace du printemps, que certains espèrent encore « révolutionnaire »... Le temps de comprendre que nous n'avons plus assez de réserve et d'oxygène et qu'il faut rapidement se ressaisir si nous voulons atterrir sain et sauf. Il est étonnant de voir combien des « bacs + 15 », à priori tous diplômés de nos meilleures institutions s'obstinent à ne pas prendre en compte une réalité qui est simple et évidente pour n'importe quel quidam sur le terrain. Cet autisme est affolant ! Pourtant nos dirigeants ont été alertés sur la dérivée des coûts des matières premières, sur l'effondrement inévitable du dollar, sur l'ampleur de la crise financière... Tous ont répondu que ceci n'était qu'une vision erronée de la situation, les choses allant beaucoup mieux que cela du fait de la mondialisation... La logorrhée habituelle. Et cela dure depuis trois ans avec un baril qui est passé de 54 à plus de 110 dollars<sup>12</sup>, un dollar qui est passé de 1,35 à 1,55... On nous explique que tout se compense l'euro fort permettant de payer la facture pétrolière, sauf bien entendu l'effondrement de notre commerce extérieur.... Toutes les prévisions se sont confirmées ! Et quand on va sur des dimensions plus molles qui touchent à la radicalisation identitaire, aux questions sécuritaires, aux ruptures de confiance il est opposé un relativisme ahurissant. Ils devraient lire l'excellent livre de Le Goff sur la « France morcelée »<sup>13</sup>. Mais qu'importe, nous entrons maintenant dans une autre configuration où la sottise voire l'imposture ne pourront pas s'éterniser outre mesure.

Il est plus que temps pour l'équipage de se ressaisir et de commencer à imaginer comme celui d'Apollo XIII les postures de rechange et de survivance. Rappelons nous des faits<sup>14</sup> : d'une bobine défectueuse (*défaut mineur diagnostiqué deux ans avant la mission, un peu comme pour notre dette, il suffit de relire le rapport Pébereau...*) faisant partie du réservoir d'oxygène a jailli une étincelle au cours d'un brassage cryogénique à priori banal ; cela s'est traduit par une explosion qui a mutilé le vaisseau spatial. L'équipage a dû se réfugier dans le module lunaire et vivre pendant plusieurs jours dans des conditions extrêmes en

---

<sup>12</sup> Le cours du baril a monté de 244% depuis 10 ans, il n'était qu'à 15 \$ en 1998.

<sup>13</sup> Jean Pierre Le Goff : « *La France morcelée* » Gallimard 2008

<sup>14</sup> Pour ceux qui seraient intéressés je recommande l'excellent film « *Apollo 12* » de Ron Howard avec Tom Hanks (lauréat de deux oscars), Kevin Bacon, Bill Paxton, Gary Sirise et Ed Harris et de lire aussi le rapport édifiant de la NASA [http://ntrs.nasa.gov/archive/nasa/casi.ntrs.nasa.gov/19930074343\\_1993074343](http://ntrs.nasa.gov/archive/nasa/casi.ntrs.nasa.gov/19930074343_1993074343)

économisant tout, en particulier l'énergie, pour tenter de rejoindre la terre. Rien n'était évident puisque le module n'avait pas été pensé pour cela et qu'aucune procédures n'avaient été imaginées et testées dans cette éventualité. D'une certaine manière la conjugaison de l'explosion des prix des matières premières avec la crise financière peut-être comparée à ce dégazage brutal et fatal pour Apollo XIII. Le diagnostic du commandant est à ce propos éloquent : « *Apollo se vide de son sang, on ne va plus avoir assez de puissance, l'odyssée est à l'agonie ! On n'ira plus sur la Lune : on ferme les vannes à combustibles !* ». C'est exactement notre situation et c'est ce que nous devrions faire. On vient de perdre ces réformes que nous attendions tant et ce n'est plus le moment de persévérer dans cette voie idéale. Il faut maintenant changer de mission, sauver le pays, économiser sur tout ce que l'on peut et éviter que notre CO2 non recyclé (je pense entre autre au fonctionnement d'une partie de notre administration) ne nous asphyxie. Il faut à l'instar de l'équipage d'Apollo XIII basculer sur un autre mode de pilotage qui est totalement à inventer. D'autres l'ont fait, rappelons nous du binôme Rueff-Pinet en 1958. En 5 ans ils ont réussi sous l'impulsion du Général de Gaulle à sortir la France d'une situation particulièrement exsangue. Il faut transformer le module d'alunissage en canot de sauvetage !

Reprenons dans le film Apollo XIII, et pour une finalité pédagogique, les propos du directeur de vol à Houston : « *Je veux que tout le monde oublie le plan de vol, je veux que l'on improvise une nouvelle mission : On ramène tout le monde sur terre !* ». Bien entendu tous ses experts lui ont immédiatement opposé que le module n'avait pas été conçu pour cela, que cela n'avait jamais été tentée, que l'on n'avait jamais soumis le matériel et les hommes à ce niveau, et surtout que cela n'avait jamais été simulée (*ce que nos technocrates doivent faire sans cesse vis-à-vis de nos dirigeants*). A chaque impossibilité il répondait : « *je me fiche de savoir pour quoi sont conçus les choses, c'est ce qu'elles peuvent faire qui compte ! On doit tout tenter .... Nous allons faire de cet échec une réussite !* » A cette vision du patron sur terre il y eut en parallèle cette incroyable volonté de réussir du commandant du vaisseau qui conclut sa mission avec cette phrase sublime: « *on ne sait jamais quelle chaîne d'évènements va se produire pour vous ramener au bercail* ». Les deux ont fait la démonstration que seule l'imagination et la détermination ont permis de transformer ce qui fut la crise la plus sérieuse des vols habités en une exceptionnelle réussite. C'est ce que devrait faire l'équipe aux commandes de notre pays et sans attendre la seconde vague de la crise financière et économique qui s'annonce pour l'été. Les experts en sismologie savent tous qu'une réplique est toujours plus meurtrière que la secousse initiale. Cette crise économique sera aussi éprouvante que le

passage dans la stratosphère pour Apollo XIII. Pourquoi ? Parce que tout le monde ignore le niveau réel de choc et de remise en cause des équilibres financiers actuels notamment entre les USA et son principal grand fournisseur et banquier: la Chine. Les USA pourraient très bien vivre dans les prochains mois ce qu'ils ont fait subir dans les années 1920 à la Livre anglaise<sup>15</sup>. Rien n'est impensable surtout quand on voit à quelle vitesse et à quelle hauteur le secteur bancaire est recapitalisé par des fonds dits « souverains » du Moyen Orient et d'Asie. Nous devrions méditer les enseignements de la crise de 1929. Il est évident qu'un tel choc d'ordre géostratégique au moment des jeux olympiques de Pékin sur fond de changement d'administration à Washington, avec en embuscade un Poutine, un Ahmenijad, un Chavez ou un Ben Laden prêts à saisir toute opportunité, constituerait un signal important pour l'avenir. Il faut s'y préparer et traverser cette zone de très grande turbulence en mettant toutes les chances de notre côté.

Plus que jamais nous devrions constituer un comité de crise à l'image de celui qui s'est créé spontanément entre Houston et l'équipage d'Apollo XIII. Cela devrait être la priorité des parlementaires et du gouvernement. Il ne s'agit pas là de sauver tel « rapport » ou tel « Grenelle ». On a assez perdu de temps ! Ce qu'il faut c'est sauver l'Etat d'une faillite spectaculaire et le pays d'un effondrement socio-économique difficilement récupérable, avec toutes les conséquences humaines que l'on peut imaginer. Aujourd'hui beaucoup ont l'intuition que tout cela « finira mal »<sup>16</sup>. Ne nous ne résignons pas à quelques règlements de compte politiques qui privilégient la fatalité du désespoir et de l'échec à toute autre alternative. Rien n'est encore perdu. Certes les mots de « rationalisation », de « réforme », de « rigueur » ne sont plus d'actualité. Il faut bien l'admettre et se résoudre à changer de stratégie, n'en déplaise aux politiciens qui se complaisent dans ces querelles sémantiques. Ces mots ne sont pas assez forts quand il s'agit désormais de « redresser la trajectoire » pour entrer dans ce couloir étroit qui sépare l'espace de la terre. Les spationautes savent combien cette phase d'atterrissage est périlleuse. Si l'angle d'attaque n'est pas correct, le vaisseau et son équipage se désintègrent dans l'espace. Nous devons rectifier sans attendre notre trajectoire pour être dans le bon angle d'attaque et cela ne

---

<sup>15</sup> Dans les années 1920, comme les échanges internationaux se réglaient en or, il s'en suivit un transfert conséquent des réserves d'or des pays belligérants de la première guerre mondiale, y compris en mobilisant l'or détenu par les particuliers, pays largement débiteurs, vers les pays fournisseurs en particulier les USA. C'est ainsi que Churchill chancelier de l'échiquier ordonna des transferts considérables des stocks d'or de la banque centrale anglaise vers les USA, mettant fin ainsi au leadership monétaire du Royaume Uni.

<sup>16</sup> Cf. le livre de François Léotard « *ca va mal finir* » chez Grasset

peut se faire qu'avec un autre type de pilotage, qui suppose quelques mesures fortes et forcément radicales. On ne pratique pas ce type d'exercice avec des catalogues d'images d'Epinal ; non, pour cela il faut un chef avec une vision simple et comprise de tous. Il faut aussi quelques convictions fortement ancrées que le chef incarne au plus fort des évènements. Ce « redressement de trajectoire » ne se fera pas avec des ajustements médiatiques en jouant sur de fausses arithmétiques. Alors que faire ? Tout d'abord, comme l'équipage d'Apollo XIII il faut resserrer l'énergie et l'intelligence de tout le monde autour de trois facteurs clés en logique de crise majeure : la cohérence, la cohésion et le leadership. Cela suppose d'arrêter cette dispersion avec des mesures qui vont dans tous les sens, sans ligne directrice, en gâchant les rares moyens qui sont encore contrôlables. Il faut désormais se concentrer sur ce qui est essentiel à la survivance du pays. Il faut aussi réinjecter un pacte de confiance chargé de sacré vis-à-vis de la nation, alors que le mouvement brownien de « peopolisation » a plutôt généré l'inverse. Quand cela va mal un peuple a besoin de souffle, de vital, et pas uniquement d'un arrangement social à la petite semaine. Il ne faut pas se tromper de « casting ». Plus que jamais il faut déclarer la crise et plus que jamais il faut remettre du pilotage à tous les niveaux.

Dans cette perspective il faut mobiliser tous les talents que compte notre pays et ne pas avoir peur de la rue. Il faut sortir de cette tyrannie de l'opinion. Certes il faut faire preuve de pédagogie mais il faut surtout montrer de la perspicacité et ne plus se laisser dicter sa marche en avant par quelques marginaux ou corporatismes trop bien connus. Personne n'en voudra au Président de la République, et à ses équipes, de « redresser » son projet initial pour sauver le pays. D'un mauvais départ il peut encore transformer la situation en un succès retentissant. Le propos de Poutine à l'égard de l'Otan lors du sommet de Bucarest pourrait nous être finalement appliqué lorsqu'il a rappelé aux participants ce mot fameux de Bismarck: « *l'important n'est pas l'intuition mais le potentiel !* ». Nicolas Sarkozy a eu l'intuition de la « rupture », mais ce sont les français qui ont le potentiel de la faire, à condition de leur en laisser la possibilité et d'en faciliter l'opportunité. Les septiques contesteront sûrement cette comparaison avec Apollo XIII en affirmant que ce qui est bon pour les autres ne l'est pas pour nous.... Les optimistes savent que la réalité dépasse toujours la fiction et qu'il vaut mieux extrapoler à partir des bonnes expériences que de s'installer dans des spirales négatives. Pour conclure, et rester fidèle avec la métaphore d'Apollo XIII, puisqu'il ne nous est plus possible d'aller sur la lune, réussissons notre atterrissage !

Xavier Guilhou<sup>17</sup>

Avril 2008

---

<sup>17</sup> Président de XAG Conseil et auteur de « Quand la France réagira... » éditions Eyrolles – février 2007